

Notre collègue, François Perroux, récemment disparu, était né en décembre 1903 à Lyon, dans une famille de commerçants. Il fit ses études secondaires au collège local des Maristes ; quant à ses années universitaires elles débouchèrent en fin de parcours sur l'agrégation des sciences économiques. Une carrière classique d'enseignant devait ensuite le mener de la Faculté de Droit de Lyon, où il séjourna de 1928 à 1937, jusqu'à la Faculté de Droit de Paris, de 1935 à 1955 et aussi à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, de 1946 à 1952. Cursus typique, dira-t-on d'un économiste de la Faculté de Droit et donc, si l'on veut, façon caractéristique d'envisager l'économie politique à la française.

Mais, si honorable que soit cette catégorisation, elle ne rend pas compte entièrement de l'activité scientifique et universitaire de François Perroux. Car en 1945, le gouvernement de la République envoyait notre futur collègue en Grande Bretagne où il était chargé d'étudier les méthodes de calcul du revenu national. Dès 1944, François Perroux avait fondé puis présidé (à Paris) l'Institut de Science Economique appliquée (ISEA) qui quantifiait le présent et le passé de l'économie française, en appliquant à cette tâche les méthodes de l'économiste américain Simon Kuznets. Ainsi était rendu, je le note en passant, un inestimable service aux historiens de l'économie dans l'hexagone, pour l'étude de toute la période qui va du XVII^e au XX^e siècle. Ces historiens ne se firent pas faute avec Marczewsky et Toutain d'utiliser les ressources intellectuelles et matérielles que mettait ainsi Perroux à leur disposition. En 1955, François Perroux entra simultanément à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes et, en ce qui nous concerne, au Collège de France. Il devait enseigner parmi nous jusqu'à sa retraite, il y a une dizaine d'années. Il serait trop long d'énumérer d'autre part les Académies étrangères et les doctorats *honoris causa* qui vinrent récompenser son œuvre et sa personne. Les nombreux ouvrages qu'il a publiés concernent le capitalisme, le syndicalisme et les problèmes du travail, la valeur, le revenu national, la comptabilité nationale également, et puis l'Europe et la coexistence spécifique, la théorie du progrès économique, les problèmes du développement, la planification, la nation. En outre, dans des directions parfaitement différentes et même opposées, Perroux publia, encore jeune, une réflexion sur le nazisme ; beaucoup plus tard, il dialogua avec le philosophe Marcuse au moment *ad hoc*, si je puis dire, c'est-à-dire en 1968-1969.

Au centre des méditations de François Perroux, il serait indiqué, me semble-t-il, de placer l'Europe ; elle est présente dans une bonne partie de ses nombreux ouvrages, et plus que présente, bien sûr, dans cette *Europe sans rivages* de 1954 dont le titre seul devait fournir à la langue française une expression nouvelle et dorénavant populaire, ceci ou cela « sans rivages » etc... Au centre de la vision européenne de Perroux s'inscrivait l'idée de pôle de développement et, plus encore d'économie dominante. L'exemple logique pour notre auteur, en est l'Angleterre des premières années du XX^e siècle ; celle-ci, malgré une certaine régression par rapport à ses rivaux français, allemand, belge et américain détenait encore vers 1910 les deux tiers de la construction des navires et plus de la moitié du commerce océanique. L'autre pôle à la même époque était constitué par l'Allemagne centrée sur la Ruhr, où déjà l'idée d'une coopération étroite entre la science et l'industrie donnait avant la première guerre mondiale des résultats considérables, notamment en chimie. Pourtant la prophétie de Tocqueville, soulignée bien sûr par Perroux en personne, disqualifiait à l'avance les deux entités britannique et germanique au nom de la supériorité à venir des célèbres superpuissances que nous connaissons, les Etats-Unis et la Russie, Perroux cite Tocqueville, « toutes deux appelées par un dessein secret de la providence à tenir un jour dans leurs mains les destinées chacune de la moitié du monde ».

Reste qu'il s'agit moins pour Perroux d'isoler des nations européennes, si grandes soient-elles, que de mettre en valeur, dans la mesure du possible, un facteur d'unité du vieux continent : ainsi, constate-t-il entre les deux guerres, que l'Europe des totaux statistiques, comme il dit, continue à contrôler la moitié du commerce mondial tant aux importations qu'aux exportations. Mais Perroux ajoute aussitôt que nul effort fédératif ne se dessinait dans l'Europe libre, c'est le moins qu'on puisse dire, à une époque où s'affirmait la répulsive hégémonie d'Adolf Hitler, cependant que s'éteignaient déjà les nostalgiques rêveries d'un Aristide Briand, grand européen, dont Perroux trace au fond le portrait en même temps que le sien propre, quand il dépeint, je cite : « cet esprit intuitif

et souple qu'était Aristide, sans arêtes vives, ami des démarches expérimentales, soucieux de persuader peu à peu plutôt que de convaincre, confiant que l'histoire se fait d'elle-même et enroule à l'occasion ses volutes autour des thèmes célébrés par une belle voix quand elle chante un grand rêve ». Peut-être est-ce l'occasion de signaler ici que François Perroux était également un écrivain parfois plein d'humour et de secrète ironie.

Perroux ne manque pas non plus de signaler que Briand s'avérait très éloigné, aux meilleurs sens du terme, des conceptions nationales, voire nationalistes de son quasi contemporain Charles de Gaulle à l'égard duquel, après la guerre encore, notre collègue nourrissait davantage d'affection intuitive que de profonde affinité intellectuelle. Les choses de ce point de vue, devaient du reste changer par la suite, disons après 1960, dans le sens d'un certain rapprochement conceptuel entre l'économiste et le général.

Economiste donc, et non historien, Perroux porte d'abord et avant tout son regard sur notre après-guerre ; et pour commencer, il envisage le milieu des années 1950, encore dominées par les Etats-Unis ; ceux-ci avaient émergé du conflit de 39-45 en tant que nouvelle économie dominante, émergence qui rappelle, somme toute, celle de l'Angleterre, quatre générations plus tôt, après les conflits napoléoniens.

Notre auteur suggère à ce propos quelques critères de la supériorité américaine du milieu du XX^e siècle : supériorité justement dans les divers domaines du commerce extérieur, de l'investissement intérieur, des réserves en devises, de la dimension des firmes. Perroux rappelle pour le coup les chiffres étonnants de 1944 qui, à vrai dire, expliquent des frustrations ultérieures, au Nicaragua comme au Mexique, sans toujours justifier celles-ci.

A population égale, en 1944, 136 millions d'habitants pour les Etats-Unis d'alors, 130 millions pour l'Amérique latine, le revenu global était de 155 milliards de dollars pour les U.S.A., mais de 15 milliards seulement, dix fois moins, pour les latino-américains.

Au passage, notons que si Perroux fut, sans aucun doute, très doué pour analyser les économies dominantes *existantes*, (Angleterre et Allemagne jadis, Etats-Unis au temps de notre IV^e République), il n'avait pas toujours en matière de prospective les dons assez prodigieux de son maître Tocqueville. C'est ainsi que dans l'ouvrage classique de François Perroux que j'ai déjà cité, le Japon n'est mentionné que 3 fois de façon parfaitement insignifiante et subordonnée. La performance de l'archipel nippon, même en cette époque si difficile pour les Japonais, méritait mieux, semble-t-il, que ce trio de minuscules allusions. A plus forte raison, ne pouvait-on demander à Perroux, il y a trente trois ans, de prédire l'imprévisible, à savoir que les trois pays vaincus de 1945, l'Allemagne, l'Italie, le Japon, figureront en 1987 dans le peloton des nations industrielles les plus dynamiques, alors que les quatre pays finalement vainqueurs, les Etats-Unis, l'Angleterre, l'U.R.S.S., et dans une certaine mesure la France, connaîtront eux, après bien des vicissitudes parfois fort positives, de sérieuses difficultés économiques au cours de ces mêmes années 1986-1987, les nôtres.

Au prophétisme nul n'est tenu, et c'est quelquefois préférable.

Perroux, par sa description des économies dominantes, a su exercer en divers domaines une assez profonde influence.

Fernand Braudel lui doit, au moins pour une part, le concept d'économie-monde qui domine le troisième volume de la grande série braudelienne sur le capitalisme.

Et cependant, alors que Perroux inaugurerait ses analyses par l'assez récente Angleterre du XIX^e siècle, Braudel, lui, prenait les choses de beaucoup plus haut : il incluait parmi les économies-monde successives, susceptibles d'organiser autour d'elles-mêmes un très vaste espace : l'Italie du Nord au Quattro-cento, les Pays-Bas du XVI^e siècle, et bien sûr l'Angleterre du XVIII^e siècle.

Par Braudel interposé, la pensée de Perroux a pu ainsi rejoindre un certain marxisme ; les concepts d'économie dominante, d'économie-monde, furent en effet récupérés, voici une quinzaine d'années par un théoricien marxiste américain, Emmanuel Wallerstein, qui en a fait l'une des bases de son analyse du capitalisme.

S'agissant maintenant, non plus du capitalisme, mais du socialisme dans ses modalités soviétiques, les réflexions de Perroux frappent par leur pertinence, du moins quant à la toute première période de l'histoire d'U.R.S.S.. L'image qu'il donne du communisme de guerre 1917-1921 est en effet, comme il l'écrit, celle d'une société fondée sur la réquisition violente et qui détruit elle-même les conditions d'un approvisionnement normal. La nouvelle politique économique — par contre — la NEP de 1921 et des années suivantes, je cite : « aide la Russie nouvelle à émerger du gâchis » et favorise le retour à ce que Perroux appelle justement « une économie quelque peu déconcentrée ».

Ainsi se trouvent préfigurées les vagues successives de semi-ouverture que connaîtra derechef l'U.R.S.S. au temps de Kroutchtchev sinon de Gorbatchev. Je me garderai de formuler un jugement à ce propos, puisque aussi bien François Perroux n'est plus là pour éclairer ma lanterne ; en revanche on est un peu moins convaincu pour l'appréciation que donnait notre regretté collègue sur la phase souvent très rude — euphémisme — des plans quinquennaux soviétiques, postérieurs pour l'essentiel à 1930. Perroux les caractérise en un raccourci peut-être trop rapide de la manière suivante, je cite : « les tactiques initiales de 1917-1927 ont été assouplies pour appliquer à une économie convalescente le système des plans, depuis 1928 jusqu'à la fin des années 50 ». Ces termes de convalescence et d'assouplissement paraissent quelque peu inadéquats pour traiter d'une série dramatique comme est en effet la phase de dékoulakisation du début des années 30. Elles connurent, comme chacun sait, leur large part de tragédie.

Perroux néanmoins ne fut pas seulement un théoricien des grands systèmes mondiaux avec leurs affrontements et leurs contrastes. Il fut aussi, au sens le meilleur et le plus élevé du terme, un militant européen. Patriote mais antichauvin, il consolait ceux de ses contemporains qui se plaignaient de l'absence de sens national des jeunes générations en citant Bernard Shaw : « un peuple bien portant ne sent pas plus sa nationalité qu'un organisme bien portant ne sent son squelette ». Il appelait aussi Montesquieu à la rescousse : « quoiqu'on doive aimer souverainement sa patrie, il est aussi ridicule d'en parler avec orgueil, avec partialité que de sa femme, de sa naissance ou de son bien, parce que la vanité est sottise partout. »

Perroux s'élevait comme Raymond Aron contre le despotisme des idéologies ; il les définissait, je cite, comme : un ensemble d'idées qui ont subi une simplification, une fixation, une adaptation au but de l'activisme immédiat. On peut se demander si rejoignant maintenant un certain gaullisme dont de nombreuses données le séparaient par ailleurs (mais il fut membre du Conseil économique et social de 1959 à 1969, signe qu'il n'était point en disgrâce au cours de l'ultime décennie du pouvoir du Général), on peut se demander donc si la conception gaullienne de l'Europe des patries ne dérive pas quelque peu de la pensée propre de Perroux : « nos patries intactes et vivantes dans des cadres différents de ceux de la nation souveraine ». Cette synthèse au-delà des patries et à travers elles devait s'opérer, disait-il, au jour le jour « par des initiatives modestes et persévérantes ».

Perroux aimait citer dans son ouvrage les auteurs de fiction et notamment Balzac ; en effet du grand romancier, Perroux avait l'imagination et la fantaisie, l'inlassable productivité.

Mais scientifique des sciences non rigoureuses ou non dures, il savait également quand il le fallait se faire l'apôtre du chiffre et de la statistique dont il illustrait le cas échéant sa vision des pôles de croissance ; il souhaitait par la pensée et l'action appliquer l'analyse au devenir des nations nanties certes, mais aussi aux déshérités du Tiers Monde, dont il fut à la fin de sa vie l'inlassable et courageux défenseur, le panégyriste, l'éducateur.

Nous devons nous préoccuper bien sûr (mais ceci j'en suis conscient, dépasse la compétence du *laudatoris temporis acti* que je fus ici pour quelques minutes) nous devons un jour prochain nous préoccuper de donner à Perroux un successeur qui soit digne du puissant esprit et de la rayonnante personnalité de ce personnage extraordinaire.

Emmanuel LE ROY LADURIE.